

Éléments pour une transformation socialiste

Michael Brie

Chercheur à l'Institut d'analyse sociale de la Fondation Rosa Luxemburg

Depuis quelques années, le concept de transformation a de nouveau le vent en poupe. Il y a à peu près cent ans de cela, Nikolai Boukharine utilisait ce concept pour initier la transition vers le socialisme soviétique/comuniste. Un demi-siècle plus tard, ce concept a été réemployé pour décrire la transition entre les différentes périodes de développement de l'ère capitaliste et par la suite le concept a été thématiqué pour décrire la transition des régimes autoritaires (comme par exemple en Espagne, au Portugal, en Amérique latine, en Asie orientale) vers des démocraties représentatives. Après 1989, on a eu recours à ce concept pour expliquer le bouleversement du socialisme d'État soviétique. Il en a été de même pour l'intégration de la RDA dans la République fédérale.

Ce concept est maintenant employé pour mettre en lumière de nouvelles problématiques. En 2012, le forum économique mondial de Davos s'est déroulé sous le thème de « The Great Transformation : Shaping New Models ». De même, la transformation et la question de la gouvernance qui lui est corrélée sont au cœur du concept de transition vers une société durable. La crise financière et économique mondiale qui a débuté en 2007/2008 a fait émerger de nouveaux concepts afin de sortir de la crise par une transformation écologique de nos sociétés. Ces concepts ont été repris dans le programme du parti vert européen et allemand. Le concept ébauché de transformation d'un *Green New Deal* a été repris par des institutions de premier plan. Il s'agit de l'écologisation de la production, de la reproduction, de la consommation et des modes de vie par le recours aux institutions fondamentales du capitalisme moderne.

Mais les concepts de transformation ont été aussi intégrés dans les approches programmatiques des partis de gauche en vue de dépasser le modèle capitaliste. Ainsi, le Parti de la gauche européenne ne se voit pas seulement comme une alliance de partis de gauche qui opèrent une transformation en profondeur, mais revendique également cette caractéristique comme faisant partie de sa nature profonde : « La gauche européenne est une critique du capitalisme : elle est anticapitaliste et vise à transformer les sociétés par-delà les lois du capitalisme. » Dans le « Manifeste du Parti de la gauche européenne » de 2004, on peut lire : « Nous considérons le rôle et la mission du Parti de la gauche européenne en Europe comme une contribution pour former une large alliance sociale et politique en vue d'un changement politique radical, ceci en développant des alternatives et des projets concrets afin d'opérer la transformation nécessaire des sociétés capitalistes actuelles. »

La « transformation » n'est pas encore, pour die Linke, un concept stratégique développé. Il manque des fondements théoriques essentiels. Le terme « transformation » est encore considéré comme étant plutôt un rejet de l'orientation sociale-démocrate orthodoxe ou communiste concernant la réforme ou la révolution que comme une approche indépendante efficace. Selon les travaux de l'Institut d'analyse sociale de la Fondation Rosa Luxemburg, il y aurait cinq éléments constitutifs d'une transformation socialiste.

Au-delà de la réforme ou de la révolution – la logique du capital et la logique sociale

Voici deux siècles, le mouvement socialiste s'est caractérisé à ses débuts par la contradiction entre les approches réformistes et révolutionnaires. S'y est ajoutée la question du rôle de l'État dans la transformation sociétale.

L'émergence et le développement du capitalisme moderne se caractérisent par un double processus. D'un côté, selon Marx et Engels dans le « Manifeste du parti communiste », la bourgeoisie s'est créé « un monde à son image », un monde, où tout est marchandise, où « l'exploitation ouverte, éhontée, directe et sèche » des hommes et de la nature a été élevée en principe dominant. La domination du profit et de la logique du capital imprègne la société et la subordonne. La destruction de presque toutes les forêts vierges, le pillage des ressources énergétiques et minérales de la planète, la pollution et l'empoisonnement de notre environnement en sont les conséquences directes.

D'un autre côté, ce modèle a permis une productivité sans précédent. La raison n'en est pas l'explosion effrénée de l'exploitation capitaliste, mais la résistance qui lui a été opposée ! L'action entrepreneuriale n'est productive qu'à partir du moment où elle renchérit sur les concurrents sans exploiter ou sans détruire la main d'œuvre, la nature ainsi que les sociétés existantes et leurs cultures. La productivité de l'entrepreneuriat capitaliste moderne ne se

développe que sur le long terme, quand les travailleurs se défendent et réclament une part de la richesse de la société, quand les matières premières et l'énergie ne sont presque plus disponibles gratuitement, quand des sociétés fortes imposent la sécurité sociale, la participation et l'aide sociale, quand elles garantissent un État de droit et obtiennent par la force des *minima* démocratiques. Il y a des luttes et des conflits sociaux dans lesquels sont mises en valeur la « logique sociale », la « logique écologique », la « logique démocratique » et la « logique » d'une culture libre, non dominée par les marchés et l'utilitarisme capitaliste. Selon Polanyi, il y a un « double mouvement » : « Alors que l'organisation du marché s'élargit en termes de biens réels, elle est limitée au niveau des biens fictifs » (forces de travail, nature, argent, etc.).

Comme l'écrivent Joachim Bischoff et Christoph Lieber, il s'agit dans ce « double mouvement » d'un « conflit » entre ceux qui défendent « l'autorégulation de la société » et ceux qui cherchent à imposer « une société de marché autorégulatrice à travers la réalisation radicale du principe du laissez-faire ». Pour Polanyi, le socialisme est la « découverte de la société » sous le signe de la « renaissance de la liberté ». Ce n'est possible que par une profonde transformation de la structure de propriété.

La démocratie économique

Depuis le début du mouvement coopératif du XIX^e siècle, la démocratie économique est au cœur des concepts de transformation socialiste. Que ce soit sous la forme d'association de grandes coopératives indépendantes, de communes *via* des conseils ou sous la forme d'une planification sociale générale, il s'est toujours agi de combiner l'autodétermination des travailleurs avec une association et une solidarité étendues à toute la société.

Les stratégies de transformation socio-écologiques doivent être fondées sur la redistribution du pouvoir, de la propriété et des biens du secteur privé vers le secteur public, du haut vers le bas. Les éléments clés d'une telle stratégie sont « la planification mondiale des ressources et des matières premières, l'acceptation des limites quantitatives, la démocratie économique, la planification participative décentralisée, la communalisation, la démondialisation, différentes formes de socialisation et de propriété ; l'expansion des services publics ; une redistribution globale, des politiques industrielles et des “transitions justes” ; une socialisation des fonctions d'investissement ; la redistribution de la division sociale du travail et entre les genres... ; la transition vers une économie de reproduction écologique et socialiste qui transcende la croissance ». L'association du processus de démocratisation de l'économie et de la réorientation des capacités d'innovation des entreprises démocratisées serait l'une des tâches à mener. Les trois effets d'une telle politique sont une amélioration immédiate de la situation des personnes les plus vulnérables dans la

société, un changement fondamental des rapports de force et l'émergence de nouvelles formes de socialisation.

Double transformation et socialisme

Une transformation de société associée aux approches d'un New Deal vert et libertaire marquées par une radicalisation à gauche cherche en premier lieu à mettre en œuvre une autre organisation des sociétés capitalistes et bourgeoises, plus démocratiques, ouvertes à des mesures favorables à un renouvellement de l'État-providence, tournées vers une transformation écologique de la société, utilisant des moyens pacifiques et la coopération pour résoudre les questions mondiales. Parallèlement des secteurs et des institutions transcendant le capitalisme devront être développés. Ceci serait, selon Dieter Klein, « la base fondamentale du concept de double transformation pour l'Europe ».

Cette transformation vise, d'une part, l'expansion du secteur public au sein de la société actuelle – il s'agit de la régulation démocratique de l'économie, de la cogestion au niveau des entreprises et des communes, d'un secteur public de haut niveau, d'un système d'éducation et de santé accessible à toutes et à tous ainsi que le renforcement de la sécurité sociale. À l'heure du capitalisme moderne, ces principes sont souvent des fondamentaux communistes encore méconnus. En lieu et place de la formule générale du capital M-A-M, une formule de l'association libre et solidaire émergerait : les individus qui, par leur contribution solidaire au développement de tous, s'accompliraient eux-mêmes (I-S-I), une société « où le libre développement de chacun [serait] la condition du libre développement de tous » (Marx/Engels).

Implications stratégiques

Une politique concrète et radicale de transformation est – dans la pensée de Rosa Luxemburg – une politique qui vise principalement à renforcer la capacité d'autodétermination des travailleurs, des salariés, des citoyennes et citoyens, afin de promouvoir leurs processus d'apprentissage, de s'engager socialement et d'opérer ainsi un changement en eux-mêmes. Cependant, le bloc dominant s'oppose à une telle transformation. Il contrôle de manière oligarchique les champs les plus importants du métabolisme social en lien avec la nature (transports, énergie, agriculture), les industries militaires et sécuritaires ainsi que l'industrie de haute technologie. Aujourd'hui, le capital financier correspond au mode de vie, au mode de production impérial reposant sur l'exploitation des pays du Sud et de la nature. Dans l'Union européenne, la domination du capital financier est associée à une prédominance du modèle exportateur allemand.

La grande crise du capitalisme financier génère des fissures et des fractures au sein du bloc dominant. Dès lors, des concepts alternatifs ont pu émerger et un nouvel espace s'est ouvert aux politiques de gauche. Des changements moléculaires peuvent se condenser en événements au sein desquels des orientations fondamentales deviennent possibles. Il peut en émerger la possibilité d'une coalition constituée, d'un côté, d'un groupement socioculturel rassemblant les classes moyennes et inférieures avec, de l'autre côté, une formation politique présentant les caractéristiques de gauche. Il est alors possible d'engager des projets de transformation. Les efforts pour le retour au public de l'approvisionnement énergétique et pour la mise en place de coopératives l'illustrent. Dans le cadre de la révolution énergétique, les approches centralisatrices et monopolistes sous l'égide de vieilles entreprises multinationales se heurtent à des projets d'expansion de la démocratie énergétique. Le « comment » du changement obtenu par la conduite de tels projets est dans ce cas encore plus important que le « quoi ».

Les points de repère d'une politique de gauche en temps de crise sont complexes. Il est question de « changements dans la vie et dans la cohabitation des hommes [...], qui améliorent toujours en premier lieu les conditions de vie des plus vulnérables socialement et globalement, que leur position au sein de la société renforce, et qui, en même temps, repoussent les frontières pour l'autodétermination de l'individu et la reproduction de la société/ de l'humanité. » Les discriminations de genre, tout particulièrement, doivent être surmontées. Ces rapports de force dominants provoquent le morcellement des différentes classes et couches modestes. Cela constitue, pour ainsi dire, les conditions de domination. Comme l'écrit Mario Candeias : « Le couplage des intérêts particuliers tout comme la création de leurs propres organisations et réseaux sont nécessaires pour pouvoir constituer à partir de là des associations avec d'autres groupes et fractions de classe et, ainsi, à travers la confrontation, non seulement trouver mais aussi produire le vivre ensemble. » La « multitude » ne va pas de soi, les différents fragments de la mosaïque de gauche sont à peine assemblés qu'il faut déjà de nouveau les réajuster.

Seule une stratégie à deux volets garantira le succès. D'un côté, il s'agit d'une structure offensive à la fois socialement et culturellement ancrée au sein des contre-pouvoirs de gauche et de la base sociétale. D'un autre côté, à l'intérieur du camp dominant, les fissures d'aujourd'hui deviendront les fractures de demain. Une véritable transformation ne peut aboutir sans recherche de partenaires de coalition issus du bloc dominant. Sans cela la transformation sera bloquée par l'économie, une forte déstabilisation sociétale poussera une grande partie de la population vers le camp de la droite et l'échec politique sera inéluctable.

Le concept de transformation, fort de ses éléments déjà développés, pourrait être en situation de promouvoir le processus de construction d'une gauche à

la hauteur de la crise du capitalisme financier et de civilisation actuelle. Nous progressons tout en apprenant, avec pour objectif le renversement des modes de vie et de production, des rapports de force et de propriété, pour aller vers une société socialiste et solidaire, dans laquelle l'exploitation de l'homme et de la nature n'existerait plus. Le changement de nos propres modes de pensée fait partie intégrante de ce processus. ■